

La digitalisation du métier de l'audit : facteurs d'adoption, opportunités et enjeux

The digitalization of the audit profession: adoption factors, opportunities and challenges.

Auteur 1 : EL ADLI Othmane.

Auteur 2 : CHIHAB Soumia

EL ADLI Othmane, Docteur en Sciences de Gestion, Laboratoire Business Intelligence, Gouvernance des Organisations, Finance et Criminalité Financière.

CHIHAB Soumia, Doctorante en Sciences de Gestion, Laboratoire Business Intelligence, Gouvernance des Organisations, Finance et Criminalité Financière.

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : EL ADLI .O & CHIHAB .S (2026) « La digitalisation du métier de l'audit : facteurs d'adoption, opportunités et enjeux », African Scientific Journal « Volume 03, Num 38 » pp: 001 – 013.



DOI : 10.5281/zenodo.23185270

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

La transformation Digitale, notamment grâce à l'intelligence artificielle, à l'analyse des mégadonnées, à la blockchain et à l'automatisation robotisée des processus , remodèle profondément la profession d'auditeur. L'intelligence artificielle, l'adoption des technologies, l'indépendance des auditeurs, le modèle TAM-TOE et la qualité de l'audit .Dans cet article, nous effectuons une revue de la littérature afin d'identifier les facteurs organisationnels, technologiques et environnementaux qui favorisent l'immersion dans la numérisation au sein de la profession, ainsi que les opportunités et les défis de ce processus. S'appuyant sur les cadres théoriques de l'adoption technologique (modèles TAM, UTAUT et TOE) et sur une analyse des recherches empiriques menées en Chine, en Europe, aux États -Unis et en Afrique subsaharienne, cette étude met en lumière un double constat. La numérisation améliore presque systématiquement l'efficacité, la précision et la qualité de l'audit , mais cet effet positif est invariablement tempéré par le degré de dépendance des auditeurs vis-à-vis des systèmes numériques contrôlés par l' entité auditée, ce qui remet en question les principes fondateurs de la profession : l'indépendance et l'objectivité. L'article se termine par la nécessité de combiner neutralité technologique, cadre réglementaire et révision des curricula de formation pour allier durablement performance et intégrité professionnelle.

Mots-clés

Digitalisation, audit, intelligence artificielle, adoption technologique, indépendance de l'auditeur, TAM-TOE, qualité de l'audit

Abstract:

Digital transformation, driven in particular by artificial intelligence, big data analytics, blockchain and robotic process automation, is profoundly reshaping the auditing profession. Artificial intelligence, technology adoption, auditor independence, the TAM-TOE model and audit quality. In this article, we conduct a literature review to identify the organizational, technological and environmental factors that foster the uptake of digitalization within the profession, as well as the opportunities and challenges of this process. Drawing on theoretical frameworks of technology adoption (the TAM, UTAUT and TOE models) and on an analysis of empirical research conducted in China, Europe, the United States and sub-Saharan Africa, this study highlights a twofold finding. Digitalization almost systematically improves audit efficiency, accuracy and quality, but this positive effect is invariably tempered by the degree of auditors' dependence on digital systems controlled by the audited entity, which calls into question the profession's founding principles: independence and objectivity. The article concludes on the need to combine technological neutrality, a regulatory framework and a revision of training curricula in order to reconcile performance and professional integrity over the long term.

Keywords: Digitalization, audit, artificial intelligence, technology adoption, auditor independence, TAM-TOE, audit quality

Liste des abréviations

- **ERP** : Enterprise Resource Planning — progiciel de gestion intégré ;
- **IA** : intelligence artificielle ;
- **IAASB** : International Auditing and Assurance Standards Board ;
- **IIA** : Institute of Internal Auditors ;
- **ISA** : International Standard on Auditing ;
- **IT** : Information Technology ;
- **RPA** : Robotic Process Automation ;
- **TAM** : Technology Acceptance Model ;
- **TOE** : Technology–Organization–Environment ;
- **UTAUT** : Unified Theory of Acceptance and Use of Technology.

Introduction

L'audit occupe aujourd'hui une place centrale dans le fonctionnement des organisations, publiques comme privées, en garantissant à leurs parties prenantes — actionnaires, dirigeants, régulateurs, citoyens — un niveau de confiance dans la fiabilité de l'information et la maîtrise des risques. Cette fonction est le produit d'une évolution historique progressive. D'abord limitée à la vérification mécanique des comptes, elle trouve son origine moderne dans la dissociation croissante entre apporteurs de ressources et gestionnaires des organisations, que la théorie de l'agence (Jensen & Meckling, 1976) éclairera plus tard sous l'angle de l'asymétrie d'information. Cette trajectoire a connu des accélérations marquées, provoquées par des crises ayant révélé les limites des dispositifs de gouvernance existants : la faillite du cabinet Arthur Andersen en 2002, consécutive au scandale Enron, en constitue l'illustration la plus marquante, ayant conduit à des réponses réglementaires structurantes — Sarbanes-Oxley Act, généralisation de l'approche par les risques — qui ont progressivement fait passer la fonction d'un simple exercice de vérification exhaustive à une véritable démarche d'assurance fondée sur le jugement professionnel, qu'il s'agisse d'audit financier externe, d'audit interne ou d'audit des institutions publiques.

Cette maturation s'accompagne aujourd'hui d'une nouvelle mutation, de nature technologique cette fois, qui redéfinit à son tour les contours du métier. En témoigne le déploiement en 2026, par le cabinet KPMG, de l'intelligence artificielle conversationnelle Claude auprès de ses 276 000 collaborateurs répartis dans 138 pays : une tâche de conformité fiscale qui nécessitait auparavant plusieurs semaines et la mobilisation de multiples outils se construit désormais en quelques minutes. Ce fait illustre une dynamique sectorielle plus large, où la concurrence entre organisations d'audit se déplace des seuls honoraires vers la capacité à mobiliser une expertise pointue et des capacités technologiques avancées.

Au croisement de la transformation numérique et du métier de l'audit se situe le sujet de cette recherche, qui interroge le processus d'adoption, les opportunités qu'elle ouvre et les enjeux qu'elle pose pour l'exercice de la profession.

C'est dans ce cadre que se pose la problématique centrale de cet article : quels sont les facteurs qui favorisent l'immersion de la digitalisation au sein du métier de l'audit, et quelles opportunités et quels enjeux ce processus engendre-t-il pour l'exercice de la profession ? Cette interrogation se décline en plusieurs questions subsidiaires : quels sont les déterminants organisationnels, technologiques et environnementaux qui conditionnent l'adoption des outils numériques par les professionnels de l'audit ? Quelles opportunités — en matière d'efficience, de qualité et de couverture du risque — cette digitalisation permet-elle de saisir ? Et quels enjeux, notamment au

regard des principes fondateurs de la profession que sont l'indépendance et l'objectivité de l'auditeur, ce même processus soulève-t-il en retour ?

L'objectif de cet article est de proposer une revue de la littérature permettant d'identifier les facteurs organisationnels, technologiques et environnementaux qui favorisent l'adoption de la digitalisation dans le métier de l'audit, d'évaluer les opportunités qu'elle procure en matière d'efficacité, de précision et de qualité de l'audit, et d'examiner les enjeux qu'elle soulève pour l'indépendance et l'objectivité des auditeurs.

Pour répondre à cette problématique, cet article propose une revue de littérature mobilisant des sources académiques publiées majoritairement entre 2020 et 2026, issues de bases de données telles que ScienceDirect, MDPI, Taylor & Francis et Google Scholar. La sélection des travaux a été guidée par des mots-clés combinant les termes « digital transformation », « artificial intelligence », « audit quality », « technology adoption » et « auditor independence », avec un critère de pertinence directe à l'égard du métier de l'audit, qu'il soit financier, interne ou public. Cette démarche a permis de retenir un corpus d'articles empiriques et théoriques couvrant des terrains géographiquement diversifiés — Chine, France, États-Unis, Ghana, Nigeria, Kenya — ainsi que les principaux cadres théoriques mobilisés dans la littérature sur l'adoption technologique.

L'article est structuré en trois parties. La première présente les effets de la digitalisation sur le métier de l'audit, entre gains d'efficacité et enjeux pour les fondements de la profession. La deuxième expose les cadres théoriques de l'adoption technologique ainsi que les résultats des travaux empiriques relatifs à ses déterminants et à ses retombées. La troisième propose une analyse transversale de ces résultats et présente les principales conclusions de l'étude.

1. Les effets de la digitalisation sur le métier de l'audit : entre gains d'efficacité et enjeux pour les fondements de la profession

1.1. Un métier propice à l'intégration technologique : cadre et typologie de l'intelligence artificielle en audit

La transformation numérique, qui a touché tous les aspects de la vie sociale et professionnelle, tire son éclat et sa puissance d'une abondante manne d'outils et d'instruments qui ont permis de réduire les délais, les complexités et les contraintes opérationnelles, tout en développant les performances et les compétences des professionnels. Dans ce mouvement, le domaine de l'audit est l'un de ceux qui sont les plus à même d'intégrer la technologie et d'en faire un outil indispensable de gestion et de direction. Cette situation s'explique par la nature même de la fonction, qui concerne le plus souvent de gros volumes de données nécessitant des traitements répétitifs, basés sur des formules

et des agrégats le plus souvent figés ; un terrain particulièrement favorable à l'automatisation et à l'intelligence artificielle. Une revue systématique de littérature publiée en 2025 dans le Journal of Economics and Business définit le cadre technologique à considérer : une analyse qualitative de contenu a été réalisée afin d'explorer l'influence de l'intelligence artificielle, de la blockchain, du big data analytics et de la robotic process automation (RPA) sur la qualité de l'audit, notamment à la lumière de la synthèse précédente d'Appelbaum, Kogan et Vasarhelyi (2024) — trois piliers de ce domaine dont les travaux sont présents dans presque toute la littérature sur l'audit et le big data. Dans cette optique, Rao (2017) propose une grille d'interprétation des configurations que peut prendre l'intelligence artificielle pour assister l'auditeur dans l'exercice de sa mission, en distinguant trois niveaux de capacité : l'IA assistée, limitée à des tâches simples fondées sur des règles préétablies (comme la reconnaissance vocale) ; l'IA augmentée, qui repose sur une collaboration homme-machine, où l'auditeur mobilise le machine learning pour détecter des tendances qu'il évalue ensuite lui-même ; et l'IA autonome, où la machine décide seule, sans supervision humaine, à l'image d'un audit entièrement réalisé par l'IA. L'auteur différencie également l'IA générative, qui vise la création de contenus (mémos, plans d'audit), de l'IA non générative, qui est dédiée aux calculs à partir de données brutes (reconnaissance de tendances, détection d'anomalies). C'est à la lueur de cette typologie que se dessinent les gains en matière d'efficacité et de productivité qui soulignent, de façon éclatante, l'immersion de la digitalisation au cœur du métier de l'audit, avec un accent tout particulier sur l'intelligence artificielle.

1.2. Des gains d'efficacité et de qualité : la digitalisation comme levier de valeur ajoutée pour l'auditeur

La digitalisation modifie en profondeur les procédures et la performance de la fonction d'audit. En termes d'organisation, Ceki et Moloi (2025) démontrent, à partir d'une enquête Delphi menée auprès de dix-neuf experts de huit pays, que l'intégration des technologies de la quatrième révolution industrielle – automatisation robotique des processus, intelligence artificielle, analyse de données massives – accroît considérablement l'efficacité des missions d'audit, surtout lorsqu'elle s'accompagne d'un soutien managérial solide et d'une infrastructure informatique adaptée. Ce constat trouve une confirmation empirique dans les résultats d'une étude récente publiée dans l'International Journal of Innovative Finance and Economics Research (2026) qui montrent que le data analytics a un effet positif et significatif sur la qualité de l'audit. Les gains sont donc liés non seulement à la rapidité d'exécution mais aussi à la fiabilité du jugement professionnel. Cette dynamique se vérifie aussi au niveau des cabinets d'audit eux-mêmes : Le partenariat noué en 2026 entre KPMG et Anthropic, à travers le déploiement de l'intelligence artificielle conversationnelle Claude auprès de 276 000 collaborateurs répartis dans 138 pays,

illustre concrètement l'ampleur de ce gain de productivité - une responsable du cabinet soulignant qu'une tâche de conformité fiscale nécessitant auparavant plusieurs semaines et la mobilisation de multiples outils peut désormais être réalisée en quelques minutes. Ces éléments convergent vers la démonstration que la digitalisation, et notamment l'IA générative, est aujourd'hui un puissant moteur de transformation de la valeur ajoutée de l'auditeur, en le libérant des tâches répétitives à faible valeur ajoutée afin de réorienter son expertise vers l'analyse critique et le jugement professionnel.

1.3. Les limites de la digitalisation : indépendance, objectivité et gouvernance technologique

Ces gains d'efficacité ne doivent toutefois pas faire oublier un enjeu plus fondamental, encore trop peu documenté dans la littérature centrée sur la performance technique : la digitalisation n'est pas neutre au regard des principes cardinaux qui fondent la légitimité de la profession, à savoir l'indépendance et l'objectivité de l'auditeur. Iserameiya et Aigbokie (2025) démontrent une corrélation statistiquement significative entre l'adoption technologique et l'indépendance perçue de l'auditeur, mais rappellent qu'un recours excessif à des systèmes contrôlés par le client audité — plateformes ERP propriétaires, outils d'analyse fournis en interne — peut induire, aux yeux des parties prenantes externes, une perception de compromission de la neutralité professionnelle, même si l'indépendance réelle demeure intacte. Ce paradoxe montre une tension structurelle : les facteurs qui facilitent l'adoption des outils numériques — compatibilité avec les systèmes de l'audit, accès facilité aux données, intégration poussée avec l'infrastructure existante — sont précisément ceux qui fragilisent le plus l'indépendance en apparence de l'auditeur. S'ajoutant à ce défi éthique, on trouve un défi de gouvernance technologique, illustré par l'exemple chinois de la vérification bancaire digitalisée (Guo et al., 2025) : les bénéfices en matière de qualité d'audit n'ont pu se concrétiser qu'à la faveur d'un encadrement réglementaire fort et coordonné entre plusieurs autorités de tutelle, suggérant que la digitalisation de l'audit ne peut être envisagée uniquement comme une question d'outillage technique, mais doit s'accompagner de garde-fous institutionnels, déontologiques et réglementaires capables de préserver la confiance du public dans la fonction d'audit.

2. Cadre théorique et travaux empiriques sur l'adoption des technologies dans le métier de l'audit : déterminants et retombées

2.1. Les cadres théoriques de l'adoption technologique : de la diffusion de l'innovation au modèle TAM-TOE

Au-delà du constat empirique des apports de la digitalisation, la littérature scientifique a développé plusieurs cadres théoriques qui permettent de comprendre les mécanismes qui sous-tendent

l'adoption des technologies par les professionnels et les organisations, offrant ainsi une grille de lecture indispensable à l'analyse de la problématique d'adoption dans le métier de l'audit. La théorie de la diffusion de l'innovation (Rogers, 1962) est l'un des fondements de ce domaine : elle affirme que l'adoption d'une innovation technologique dans une organisation suit un processus graduel, déterminé par des facteurs tels que l'avantage relatif perçu, la compatibilité avec les pratiques existantes, la complexité perçue, la possibilité d'essayer et l'observabilité des résultats. Ce cadre a été complété par le modèle d'adoption des technologies (Technology Acceptance Model, TAM) de Davis et al. (1989), qui met l'accent sur deux facteurs individuels majeurs de l'intention d'utiliser une technologie : la perception de son utilité et la perception de sa facilité d'usage. Venkatesh et Davis (2000) l'ont ensuite étendu afin d'intégrer l'expertise et le niveau de confort des utilisateurs vis-à-vis des systèmes informatiques, le TAM a été ensuite dépassé par le modèle unifié d'acceptation et d'usage de la technologie (UTAUT) développé par Venkatesh et al. (2003) qui synthétise plusieurs théories antérieures — dont la théorie de l'action raisonnée et la théorie du comportement planifié — en intégrant des variables telles que l'espérance de performance, l'espérance d'effort, l'influence sociale et les conditions facilitatrices, tout en intégrant des modérateurs tels que l'âge, le genre et l'expérience des utilisateurs. Ces approches individualistes sont toutefois insuffisantes pour saisir l'adoption technologique à l'échelle organisationnelle, propre aux structures complexes que sont les cabinets d'audit ou les hautes institutions de contrôle. C'est dans cette optique que le modèle Technologie-Organisation-Environnement (TOE) proposé par Tornatzky et Fleischer (1990) vient compléter de façon décisive en intégrant les facteurs technologiques (compatibilité, complexité), organisationnels (ressources, culture, structure) et environnementaux (pression concurrentielle, cadre réglementaire, soutien des prestataires) qui conditionnent la décision d'adoption. Ceki et Moloi (2025) mobilisent précisément la combinaison de ces deux cadres – TAM et TOE – pour construire leur modèle hybride d'adoption technologique par les institutions supérieures de contrôle, TAM seul, focalisé sur les déterminants individuels de l'acceptation, ne pouvant rendre compte des dynamiques organisationnelles et environnementales propres à l'adoption technologique dans le secteur de l'audit public. Ce cadre théorique pluriel représente donc le socle conceptuel à partir duquel la littérature empirique a pu être mobilisée afin de tester, valider et nuancer les déterminants de l'adoption des outils digitaux dans le métier de l'audit.

2.2. Les déterminants de l'adoption : facteurs organisationnels, technologiques et environnementaux

Les travaux empiriques recensés convergent vers trois catégories de facteurs déterminants dans l'adoption des outils digitaux dans le métier de l'audit, en cohérence avec le cadre TOE mobilisé

précédemment. En termes organisationnels, Ceki et Moloi (2025), à partir d'une enquête Delphi menée auprès de dix-neuf experts issus de huit pays, identifient le soutien du management et la présence d'un responsable technologique dédié (chief technology officer) comme facteurs déclencheurs du processus d'adoption, validés à un niveau de consensus supérieur à 75% par les experts interrogés ; complétant cela, la formation continue du personnel, la disponibilité budgétaire et la mise en place d'une culture digitale favorisant l'expérimentation. Technologiquement, ces travaux soulignent l'importance de la compatibilité des nouveaux outils avec les systèmes existants, de leur complexité perçue et de la fiabilité des infrastructures IT – facteurs confirmés par Guo, Jia et Shentu (2025) qui montrent que l'efficacité des confirmations bancaires digitales, adossées à une plateforme blockchain, dépend directement de la robustesse technique du dispositif (chiffrement asymétrique, stockage décentralisé, traçabilité). Enfin, du point de vue environnemental, l'étude chinoise mentionnée plus haut montre l'importance décisive du soutien réglementaire et institutionnel : L'adoption massive des confirmations bancaires digitales n'a pu se faire que grâce à la coordination de sept ministères et commissions chinoises, complétée par des programmes pilotes gouvernementaux ciblant les entreprises publiques stratégiques, ce qui montre que l'environnement institutionnel peut être un puissant catalyseur, voire un préalable, à l'adoption technologique au niveau sectoriel.

2.3. Les retombées observées selon les terrains géographiques

Une fois ces conditions d'adoption réunies, les retombées observées de manière empirique se déclinent selon plusieurs dimensions et selon les terrains géographiques mobilisés. Sur le plan de la performance technique, l'étude en différences-en-différences de Guo, Jia et Shentu (2025), portant sur 13 417 observations d'entreprises cotées chinoises entre 2019 et 2022, établit un lien de causalité robuste entre la digitalisation des procédures de confirmation bancaire et une amélioration mesurable de la qualité de l'audit des flux de trésorerie, effet d'autant plus marqué lorsque le risque d'anomalie significative est élevé ou que la charge de travail de l'auditeur est importante. Ce résultat confirme les conclusions d'une étude récente publiée dans *l'International Journal of Innovative Finance and Economics Research* (2026), qui montre que le recours au data analytics a un effet positif et statistiquement significatif sur la qualité de l'audit.

Les contextes occidentaux offrent un éclairage complémentaire, davantage centré sur la transformation organisationnelle des cabinets que sur la seule qualité technique de la mission. En Europe, Manita, Elommal, Baudier et Hikkerova (2020) ont mené une étude qualitative auprès des cinq plus grands cabinets d'audit exerçant en France (Big Four et Mazars), fondée sur dix-huit entretiens semi-directifs conduits jusqu'à saturation des données. Leurs résultats montrent que la digitalisation transforme le métier de l'audit à cinq niveaux clés : elle permet aux cabinets de

repenser et d'optimiser leur processus d'audit, favorise l'émergence de nouvelles offres de mission, améliore la qualité de l'audit, redéfinit le profil de l'auditeur de demain et instaure une nouvelle culture d'innovation — ces transformations contribuant in fine à renforcer la gouvernance des entreprises auditées en réduisant le pouvoir discrétionnaire des dirigeants. Aux États-Unis, une étude empirique à grande échelle publiée dans *Management Science* apporte un éclairage complémentaire et quantitatif : en croisant des données sur l'embauche de profils spécialisés en IA au sein de cabinets d'audit avec des entretiens semi-directifs menés auprès de onze associés expérimentés, les auteurs montrent que les bureaux d'audit ayant recruté des employés spécialisés en IA affichent une augmentation de 4,3% du nombre de postes d'auditeurs — notamment chez les profils juniors et intermédiaires —, une demande accrue de compétences comportementales, ainsi que des opinions d'audit plus précises en matière de continuité d'exploitation et de contrôle interne, sans qu'aucun des associés interrogés n'anticipe un remplacement des auditeurs humains par l'intelligence artificielle.

En termes de perception professionnelle, plusieurs études de terrain menées en Afrique subsaharienne et en Asie nuancent cependant ce tableau globalement positif : au Ghana, Appiah, Gyimah et Boakye (2023) constatent, à partir de 150 auditeurs externes, que la digitalisation améliore l'efficacité et minimise le biais humain, tandis qu'au Nigeria, Olagunju et Adebayo (2022), sur un échantillon de 200 auditeurs issus de banques commerciales, trouvent une corrélation positive et significative ($r = 0,61$) entre l'adoption technologique et l'indépendance perçue de l'auditeur — un résultat confirmé par Iserameiya et Aigbokie (2025) auprès de 167 employés d'une entreprise industrielle nigériane ($r = 0,624$), et également observé au Kenya par Ahmed et Bello (2024) sur un échantillon de 250 auditeurs à l'aide d'une modélisation par équations structurelles.

2.4. Synthèse : un effet positif modéré par la dépendance aux systèmes de l'entité auditée

Ces convergences, relevées sur des terrains, des périodes, des méthodologies et des niveaux d'analyse différents (de la performance technique mesurée en Chine à la recomposition organisationnelle observée en France et aux États-Unis, en passant par la perception d'indépendance étudiée en Afrique subsaharienne) tendent à consolider un constat robuste : l'adoption technologique améliore de manière quasi systématique l'efficacité, la précision et l'objectivité perçue de l'auditeur, sans se traduire par une substitution du jugement professionnel, mais par une recomposition de son rôle et de ses compétences. Cet effet globalement positif demeure toutefois, dans l'ensemble de ces travaux, invariablement modéré par le degré de dépendance de l'auditeur aux systèmes numériques contrôlés par l'entité auditée. Ce qui invite à interroger les retombées de cette adoption au regard des principes fondamentaux de la profession.

3. Analyses et conclusions : entre performance opérationnelle et intégrité professionnelle

3.1. Synthèse de la revue de littérature

Cette revue de littérature confirme que la nature même du métier de l'audit – traitement de volumes importants de données selon des procédures répétitives et normées – en fait un terrain particulièrement propice à l'absorption des technologies numériques, comme l'illustrent les gains d'efficacité documentés (Ceki & Moloi, 2025) et l'exemple opérationnel du déploiement de Claude chez KPMG. Les modèles théoriques d'adoption (TAM, UTAUT, TOE) offrent une compréhension des facteurs individuels et organisationnels de cette immersion, tandis que les études empiriques utilisées — du contexte chinois (Guo, Jia & Shentu, 2025) aux institutions africaines et asiatiques — démontrent leur solidité statistique concernant la qualité et l'efficacité de l'audit.

3.2. Adoption technologique et indépendance : une tension structurelle

Ce constat positif se heurte toutefois à une tension structurelle : les facteurs mêmes qui facilitent l'adoption — compatibilité avec les systèmes de l'audité, accès élargi aux données — sont précisément ceux qui fragilisent le plus l'indépendance perçue de l'auditeur (Iserameiya & Aigbokie, 2025), touchant ainsi au cœur même des principes fondamentaux de la profession. La théorie de l'agence complète ici utilement les cadres d'adoption, en expliquant comment une technologie renforçant la capacité de détection de l'auditeur peut simultanément introduire une menace de familiarité lorsqu'elle reste sous le contrôle de l'entité auditée. À cela s'ajoute un déficit en amont : Comme l'a montré Oleiwi (2023), l'inadaptation des programmes de formation explique en partie pourquoi les bénéfices de la digitalisation restent inégalement répartis selon les contextes.

3.3. Conditions de conciliation et pistes de recherche

Au bout du compte, cette revue met en lumière un arbitrage difficilement contournable entre performance opérationnelle et intégrité professionnelle : les technologies les plus performantes sont souvent celles qui imposent le degré d'intégration le plus poussé avec les systèmes du client, maximisant à la fois le gain d'efficacité et le risque perçu de dépendance. Trois conditions émergent pour concilier durablement ces deux impératifs : la neutralité technologique — contrôle des outils numériques par l'auditeur plutôt que par l'audité —, un encadrement réglementaire coordonné, et une refonte des formations initiales aux compétences numériques. Ces pistes ouvrent la voie à des recherches futures sur le pilotage effectif de ces garde-fous et sur les effets à long terme de l'intelligence artificielle générative sur le jugement professionnel de l'auditeur.

Bibliographie

- Ahmed, S., & Bello, T. (2024). Technology adoption and audit perception in Kenyan firms. *Journal of Accounting and Financial Reporting*, 14(2), 88–105.
- Anthropic. (2026, 19 mai). *KPMG integrates Claude across its workforce* [Communiqué de presse]. <https://www.anthropic.com/news/anthropic-kpmg>
- Appelbaum, D., Kogan, A., & Vasarhelyi, M. A. (2024). Digital transformation and audit quality: A synthesis of the literature. *Journal of Economics and Business*.
- Appiah, K., Gyimah, P., & Boakye, R. (2023). Digital auditing, ethics, and auditor independence in emerging economies. *African Journal of Accounting Research*, 8(3), 102–119.
- Berle, A. A., & Means, G. C. (1932). *The modern corporation and private property*. Macmillan.
- Ceki, B. (2023). *A model for the adoption of technologies by supreme audit institutions* [Thèse de doctorat, University of Johannesburg].
- Ceki, B., & Moloi, T. (2024). Technology adoption factors for supreme audit institutions. *Journal of Accounting Research, Organization and Economics*, 7(3), 413–428.
- Ceki, B., & Moloi, T. (2025). Technology adoption and digital transformation by supreme audit institutions: A content analysis study. *EDPACS*, 70, 209–225.
- Ceki, B., & Moloi, T. (2025). Technology adoption framework for supreme audit institutions within the hybrid TAM and TOE model. *Journal of Risk and Financial Management*, 18(8), 409. <https://doi.org/10.3390/jrfm18080409>
- Davis, F. D. (1989). Perceived usefulness, perceived ease of use, and user acceptance of information technology. *MIS Quarterly*, 13(3), 319–340.
- Davis, F. D., Bagozzi, R. P., & Warshaw, P. R. (1989). User acceptance of computer technology: A comparison of two theoretical models. *Management Science*, 35(8), 982–1003.
- Ferguson, A., Pinnuck, M., & Skinner, D. (2025). Competition dynamics in the global audit market: Evidence beyond the Big Four. *Working paper*.
- Gartner. (2025-2026). *Enquêtes annuelles auprès des responsables de l'audit interne sur les priorités technologiques*.
- Guo, R., Jia, Y., & Shentu, L. (2025). The effect of audit digital transformation on audit quality: Evidence from digital bank confirmations. *China Journal of Accounting Studies*, 13(3), 247–281. <https://doi.org/10.1080/21697213.2024.2442769>
- Institute of Internal Auditors (IIA). (2024). *Global Internal Audit Standards*.
- International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB). *ISA 315 (révisée) — Identification et évaluation des risques d'anomalies significatives*.

- Iserameiya, C., & Aigbokie, O. S. (2025). Digital transformation and auditor independence: The role of technology adoption and independence in appearance. *SSR Journal of Economics, Business and Management (SSRJEBM)*, 2(8), 46–55. <https://doi.org/10.5281/zenodo.17737968>
- Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305–360.
- KPMG. (2026, 19 mai). *KPMG and Anthropic sign global alliance and launch Digital Gateway Powered by Claude* [Communiqué de presse]. <https://kpmg.com/xx/en/media/press-releases/2026/05/kpmg-and-anthropic-sign-global-alliance-and-launch-digital-gateway-powered-by-claude.html>
- Manita, R., Elommal, N., Baudier, P., & Hikkerova, L. (2020). The digital transformation of external audit and its impact on corporate governance. *Technological Forecasting and Social Change*, 150, 119751. <https://doi.org/10.1016/j.techfore.2019.119751>
- Management Science. (2024). How does artificial intelligence shape audit firms? *Management Science*. <https://doi.org/10.1287/mnsc.2022.04040>
- Oleiwi, R. (2023). The extent to which textbooks fulfill the requirements of digital transformation in accounting and auditing. *International Journal of Professional Business Review*, 8(5), e01509. <https://doi.org/10.26668/businessreview/2023.v8i5.1509>
- Olagunju, A., & Adebayo, B. (2022). Digital systems and perceived auditor independence in Nigerian banks. *Nigerian Journal of Accounting Research*, 10(1), 83–97.
- Rao, A. S. (2017). *A strategist's guide to artificial intelligence*. Accenture Institute for High Performance.
- Rogers, E. M. (1962). *Diffusion of innovations*. Free Press.
- Tornatzky, L. G., & Fleischer, M. (1990). *The processes of technological innovation*. Lexington Books.
- Ukah, I. F., & Onuora, J. K. (2026). Future of auditing: Effect of data analytics and artificial intelligence on audit quality of auditing firms in Asaba. *International Journal of Innovative Finance and Economics Research*, 14(1), 132–140. <https://doi.org/10.5281/zenodo.18317827>
- Venkatesh, V., & Davis, F. D. (2000). A theoretical extension of the technology acceptance model: Four longitudinal field studies. *Management Science*, 46(2), 186–204.
- Venkatesh, V., Morris, M. G., Davis, G. B., & Davis, F. D. (2003). User acceptance of information technology: Toward a unified view. *MIS Quarterly*, 27(3), 425–478.